

## **DELIBERATION N° 2017-126**

### **SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 12 DECEMBRE 2017**

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,  
Vu l'article 3 de la loi 13 septembre 1984,  
Vu l'article 40-1-1 et 58 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifiés par décret n° 2014-997 du 2 septembre 2014,  
Vu l'article 71-1 du décret n° 84-135 du 24 février 1984 modifié par décret n°2006-593 du 23 mai 2006,  
Vu le décret n° 92-550 du 17 juin 1992 modifiant le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983,  
Vu les statuts de l'UNS,  
Vu le décret n° 2002-151 du 7 février 2002,  
Vu les délibérations du CA de l'UNS, du 17 juillet 2012 et du 08 novembre 2016,  
Vu le règlement intérieur de l'UNS,  
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,  
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,  
Vu la décision du Conseil Scientifique du 19 juin 2012,  
Vu la décision du Conseil Scientifique du 10 juillet 2012,  
Vu la décision de la Commission de la Recherche du 17 mars 2015,  
Vu l'avis de la Commission Recherche du 7 décembre 2017,  
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-Président du Conseil d'Administration,

#### **Considérant que**

L'objet de l'éméritat est de permettre à des Enseignants-Chercheurs admis à la retraite de continuer à développer un travail de recherche au sein de l'établissement. L'attribution de l'éméritat n'est pas strictement une mesure à titre individuel mais un élément de la politique de l'établissement.

Le statut d'éméritat permet de continuer à contribuer aux missions de la recherche de l'établissement à savoir : participation à l'accroissement des connaissances scientifiques, à la valorisation des résultats scientifiques, au partage de la culture scientifique, technique et industrielle. Les travaux exercés doivent se situer dans le projet scientifique de l'unité d'accueil. L'éméritat permet également mais pas uniquement à des émérites de continuer à diriger les thèses commencées jusqu'à ce qu'elles soient soutenues

#### **VALIDE le cadre de l'Éméritat comme suit :**

##### **Article 1 Les fonctions**

L'enseignant-chercheur émérite ne pourra pas : diriger seul de nouvelles thèses après l'octroi de l'éméritat, être le porteur principal d'un projet de recherche, être électeur et éligible aux élections universitaires, être directeur de laboratoire de recherche, mais pourra être membre du conseil de laboratoire.

##### **Article 2 les bénéficiaires**

- Les professeurs d'université admis à la retraite.
- Les professeurs des universités-praticiens hospitaliers admis à la retraite.
- Les directeurs de recherche EPST admis à la retraite (les DR émérites peuvent participer aux jurys de thèse, diriger des travaux de séminaire et contribuer aux travaux de recherche. La durée de l'éméritat est fixée à 5 ans).
- Les personnels titulaires de l'enseignement supérieur et assimilés aux professeurs des universités admis à la retraite.
- Les maîtres de conférences titulaires d'une HDR admis à la retraite.

### **Article 3 la durée**

L'Université Nice Sophia Antipolis a fixé la durée de l'éméritat à 5 ans pour la première demande avec possibilité de déposer ensuite 2 demandes de renouvellement de 3 ans chacun.

### **Article 4 la délivrance**

Seul le dernier établissement d'affectation du demandeur avant son départ à la retraite est habilité à lui délivrer le titre d'émérite.

### **Article 5 la convention de collaborateur bénévole**

La convention de collaborateur bénévole fixe les conditions de la présence de l'émérite au sein de l'UNS, et en définit le cadre réglementaire (nature des activités, assurances, propriété des résultats, publications ...) dans lequel il exerce ses activités.

Cette convention est obligatoire pour que l'émérite (niçois ou non niçois) soit autorisé à réaliser ses activités au sein de l'UNS.

Si l'émérite exerce ses activités dans un autre établissement, c'est avec cet autre établissement qu'il signe une convention.

### **Article 6 le dépôt de demande**

La demande consiste à renseigner le plus précisément possible le formulaire à télécharger sur le site de l'UNS

Le courrier est accompagné d'un CV, et si nécessaire de la convention de collaborateur bénévole complétée et signée (par l'intéressé et par le directeur de laboratoire).

Il est à adresser au bureau des personnels de sites.

### **Article 7 le dépôt de demande de collaborateur bénévole**

La convention de collaborateur bénévole est à télécharger sur le site de l'UNS :

Recherche ► Ressources documentaires ► Convention d'accueil de collaborateur occasionnel

La convention de collaborateur bénévole est à compléter et à signer (par l'intéressé et par le directeur de laboratoire).

La convention est à adresser au bureau des personnels de sites.

La convention n'est ensuite valable qu'à compter de sa signature par un représentant de l'établissement dûment habilité.

### **Article 8 les délais de dépôt et de réponse**

Concernant les délais de dépôt, pour des raisons réglementaires (notamment en termes d'assurance des personnes), il est nécessaire de déposer sa demande au moins 1 mois avant le départ en retraite. Chaque mois, la Commission de la Recherche en formation restreinte (CR-r) aux habilités ou aux professeurs (selon le grade détenu par le demandeur) examine les dossiers complets qui lui ont été transmis.

Un avis sur chaque dossier est rendu par les conseillers et transmis au demandeur via les bureaux des personnels de sites.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix et une abstention.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 25

20 DEC. 2017

Fait à Nice, le

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-126

TRANSMISE AU RECTEUR :

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*

